

« Le pacs n'est pas un "sous-mariage" mais une déclaration de vie en commun »

Le Pacte civil de solidarité (Pacs) de Caroline, 38 ans, et Benjamin, 45 ans, c'est d'abord un document numérisé sur ordinateur : "On ne l'a pas mis dans un cadre ni accroché dans le salon", plaisante Benjamin. Ils se sont décidés il y a cinq ans, après quelques mois de relation. La cérémonie s'est faite en tenue chic, à la mairie du 5ème arrondissement de Paris, mais elle fut brève. "Une minute trente", précise Benjamin. Pas d'invités, ni de photos. En vingt ans, le pacte civil de solidarité a su se faire une place à côté du mariage, permettant aux couples de donner des droits à leur union.

A l'époque, ses opposants y voyaient « l'apocalypse de notre civilisation ». Le 13 octobre 1999, le pacte civil de solidarité (pacs) a été définitivement adopté par les députés, après une âpre bataille parlementaire. Vingt ans plus tard, cette grande réforme sociétale des années Jospin, lointaine précurseuse du mariage pour tous, rencontre un succès qui ne se dément pas.

Plusieurs fois réformé, le pacs talonne désormais le mariage, en déclin depuis cinquante ans — 400 000 mariages étaient célébrés en 1970 contre 230 000 en 2017. Il y a 20 ans, le PACS a été adopté en droit français. A partir des années 1970, on a vu émerger des mouvements donnant plus de visibilité à l'homosexualité. Mais ce qui a précipité le pacs est l'épidémie de sida. Au moment où la France découvrait, dans la tragédie, la force de l'amour homosexuel, les compagnons des malades ont l'expérience dramatique de se voir chassés du domicile à la mort du conjoint, interdits d'obsèques par la famille, spoliés des objets communs... De ce choc est née l'exigence de changer la loi.

On se souvient des opposants au pacs criant « les pédés au bûcher », de la députée Christine Boutin et de sa Bible. « Le mouvement anti-pacs a été la première mobilisation de rue importante de la droite catholique depuis 1984 », confirme aussi le sociologue Yann Raison de Cleuziou, auteur de *Une contre-révolution catholique, Aux origines de la Manif pour tous* (Seuil). « Comme il y a 20 ans, les familles qui s'engagent aujourd'hui contre l'extension de la PMA sont issues d'un catholicisme observant, ajoute Yann Raison de Cleuziou. Il s'agit d'un milieu contre-culturel qui a une certaine force d'agrégation. On l'a vu lors de la manifestation du 6 octobre organisée par un collectif d'associations : les gens descendent dans la rue en famille, non pas au nom d'arguments religieux mais plutôt de valeurs qui structurent leur expérience familiale, et qui relèvent pour eux de ce qu'ils appellent parfois le "bon sens". »

Le pacs à la française, ouvert à tous mais donnant au départ très peu de droits, et avec une rupture unilatérale par simple lettre recommandée, a été une exception en Europe. Les autres pays ont choisi plutôt à l'époque une « union civile » pour les couples

homosexuels, identique au mariage excepté du point de vue de la filiation. Du coup, on s'interrogeait : le pacs est-il plutôt une sorte de « sous-mariage », ou plutôt une sorte de « sur-concubinage » ?

Avec le temps, la réponse est devenue parfaitement claire : le sens social du pacs est d'être une « déclaration officielle de concubinage ». C'est la réponse que notre société a trouvée au développement massif de la cohabitation hors mariage. Vous voulez simplement vivre ensemble en revendiquant des droits sociaux et fiscaux liés à cette cohabitation, par exemple l'imposition commune : vous faites un pacs. Vous le ressentez non pas comme un « sous-mariage », mais comme une déclaration de vie en commun, que l'on peut rompre sans formalité si la cohabitation cesse. Il est donc logique qu'il soit aussi bien plébiscité par les couples hétérosexuels qu'homosexuels – du moins s'ils ne pensent pas à la mort, le partenaire pacsé n'étant pas héritier.

Ce qui me paraît l'essentiel, c'est de ne pas dramatiser artificiellement des « modèles » opposés. Les mêmes qui ont adoré l'union libre se retrouvent un jour, surpris et enchantés, à se jurer fidélité dans l'apparat de la salle des mariages. Union libre, pacs, mariage, le grand et vrai changement, c'est que depuis la loi de 2013 sur le mariage, cette pluralité des choix puisse être pour deux femmes ou pour deux hommes, comme pour un homme et une femme. Le couple de même sexe a désormais sa place au cœur de nos institutions, et avec la PMA pour toutes, la filiation homoparentale lui emboîte le pas.

Questions

1. What was the PACS referred to as? (1)
2. Describe what is said about October 1999 and 2019? (3)
3. What do the figures 400,000 and 230,000 represent? (2)
4. State what is said to have accelerated the PACS movement (1)
5. Mention what the author of the article remembers the opponents of PACS saying? (1)
6. Describe in as much detail as possible what is said about those protesting against the extension of assisted reproduction? (5)
7. State **two** disadvantages of PACS (2)
8. What is the social meaning of PACS? (1)
9. What do people who choose PACS want? (2)
10. Describe the relation between PACS and 'sub-marriage'? (2)
11. In your own words as far as possible, sum up what is said in the final paragraph? (5)
12. Translate the underlined section "Le Pacte civil de solidarité ... des droits à leur union" into **English** (15)

Total: 42 marks

The Answer Scheme is on the following page.

Answer Scheme

<u>Question</u>	<u>Answer</u>	<u>Mark</u>
1	The apocalypse of our civilisation.	1
2	On October 13, 1999, the civil solidarity pact (PACS) was definitively adopted by the deputies, after a bitter parliamentary battle // Twenty years later, this great societal reform of the Jospin years, a distant precursor of marriage for all // has met with unabated success.	3
3	400,000 marriages were celebrated in 1970 // against 230,000 in 2017	2
4	The aids epidemic	1
5	"Queers at the stake"	1
6	They come from an observant Catholicism // It is a counter-cultural environment that has a certain aggregating force // We saw it during the demonstration of October 6 organised by a collective of associations // people take to the streets with their families // not in the name of religious arguments but rather of values which structure their family experience // and which relate to for them of what they sometimes call "common sense". "	5
7	It gave them very few rights and with a unilateral termination by simple registered letter,	2
8	Official declaration of cohabitation	1
9	They simply want to live together by claiming social and fiscal rights linked to this cohabitation	2
10	What they experience it not as a "submarriage", but is a declaration of living together, which can be broken without formality if the cohabitation ceases // It is therefore logical that it is popular with both heterosexual and homosexual couples - at least if they do not think of death, the PACS partner is not heir.	2
11	What strikes me as the main thing is not to artificially dramatise opposing "models". The same who adored cohabitation find themselves one day, surprised and enchanted, swearing fealty in the pageantry of the wedding hall. Free union, PACS, marriage, the big and real change is that since the 2013 law on marriage, this plurality of choices can be for two women or for two men, as for a man and a woman. The same-sex couple now has their place at the heart of our institutions, and with assisted reproduction for all, same-sex parentage is following suit.	5

Advanced Higher French Reading Exercise 10

<p>12</p>	<p>The Civil Solidarity Pact (PACS) of Caroline, 38, and Benjamin, 45, is first of all a document digitised on a computer: "We did not put it in a frame or hang it in the living room", Benjamin jokes. They made up their minds five years ago, after a few months of the relationship. The ceremony was done in chic attire, at the town hall of the 5th borough of Paris, but it was brief. "One and a half minutes," says Benjamin. No guests, no photos. In twenty years, the civil solidarity pact has made a place for itself alongside marriage, enabling couples to give rights to their union.</p>	<p>15</p>
	<p>Total</p>	<p>42</p>

COPYRIGHT NOTICE

© 2020 Language Learning Scotland. All rights reserved. This material may be reproduced for classroom or personal use only. Any other reproduction, distribution, or transmission is prohibited without prior written permission from the publisher. For permission requests, contact

hello@languagelearningscotland.com